

13 octobre 2020

(20-7042)

Page: 1/12

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## **RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

CANADA

La communication ci-après, datée du 11 octobre 2020 et adressée par le Canada, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (document IP/C/28).

### **1 INTRODUCTION**

1. L'article 66:2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) dispose ce qui suit: "[I]es pays développés Membres offriront des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable."

2. Conformément à la Décision du Conseil des ADPIC du 19 février 2003 (document IP/C/28), les pays développés Membres doivent présenter des rapports annuels sur les mesures qu'ils ont prises ou envisagent de prendre conformément aux engagements qu'ils ont contractés en vertu de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC. Suite à cette décision, les Membres ont décidé de présenter un nouveau rapport détaillé tous les trois ans et une mise à jour les années intermédiaires. Le rapport détaillé du Canada le plus récent a été présenté en septembre 2019 (document IP/C/W/656/Add.4). Le présent rapport constitue une mise à jour du rapport de 2019 du Canada et vise à fournir des renseignements actuels sur les incitations dans ce domaine. Le rapport comprend un aperçu détaillé des mesures que le Canada a prises ou envisage de prendre dans ce domaine, qui s'accompagne de renseignements sur des projets spécifiques ou des incitations offertes au Canada dans le cadre de programmes prévus au titre des dispositions de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC relatives au transfert de technologie. Comme pour les précédentes années, cela comprend l'annexe jointe au rapport de cette année, qui présente une liste exemplative, mais non exhaustive, des incitations offertes aux entreprises et aux institutions canadiennes dans ce domaine pour mener des activités visant spécifiquement des PMA ou des groupes de pays qui comptent au moins un PMA.

3. Il convient de noter que les activités décrites dans le présent rapport sont distinctes de celles présentées dans le rapport correspondant de 2019 présenté par le Canada sur les activités de coopération techniques au titre de l'article 67 de l'Accord sur les ADPIC. Cependant, comme l'ont relevé divers Membres, et comme le Secrétariat de l'OMC l'a indiqué par le passé, il y a un certain chevauchement entre les concepts de transfert de technologie et de coopération technique. Par exemple, certaines formes d'assistance technique et financière peuvent constituer des incitations au transfert de technologie, dans la mesure où le contexte juridique et réglementaire d'un pays Membre en matière de propriété intellectuelle peut être un facteur essentiel dans l'établissement de conditions propices à un transfert durable de technologie.

4. Diverses incitations financières et non financières peuvent être offertes dans des pays développés Membres pour faciliter le transfert de technologie. Ces incitations peuvent comprendre, entre autres choses, un cofinancement, des incitations fiscales, des assurances et des conseils techniques, ainsi

qu'une aide financière et des prêts, comme c'est le cas par le canal de l'aide publique au développement (APD) pour appuyer des projets, des programmes ou des activités de recherche financées par les pouvoirs publics qui sont axés sur le transfert de technologie. La plupart des incitations mentionnées dans le rapport de cette année relèvent de la dernière catégorie de programmes ou de projets financés par le canal de l'APD, essentiellement celles qui visent le transfert de technologie vers des PMA Membres afin de leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable.

5. Par "transfert de technologie", le Canada entend le transfert de la technologie intégrée dans les biens physiques et les services (comme les machines et les équipements), ainsi que la diffusion des renseignements et connaissances techniques et commerciaux qui sont à la base d'un produit, d'un procédé ou d'un service, mais aussi le transfert de compétences et de savoir-faire. Par conséquent, le transfert de technologie peut englober la propriété intellectuelle incorporée dans les biens et services transférés, le savoir-faire managérial et commercial indispensable à la production et distribution des biens et services, et le renforcement des capacités des ressources humaines.

## 2 APERÇU

6. Plusieurs ministères, organismes et programmes du gouvernement canadien offrent des incitations directes ou indirectes aux entreprises et institutions canadiennes pour qu'elles mènent des activités impliquant un transfert de technologie vers les PMA. Le présent document décrit et actualise les activités en cours de ces organismes.

7. Le Canada note que les PMA Membres sont toujours intéressés à en savoir plus sur l'incidence et le fonctionnement des programmes de transfert de technologie des pays développés Membres. Par conséquent, et suite au modèle pour les rapports présentés par les pays développés Membres au titre de l'article 66:2 que les PMA ont proposé en octobre 2011 (document IP/C/W/561), des exemples spécifiques de transfert de technologie vers les PMA sont présentés à l'annexe du rapport de cette année. Comme dans les rapports précédents, chaque exemple comprend aussi un lien direct vers la page Web du projet ou programme spécifique, afin de faciliter l'accès à des renseignements additionnels sur chaque initiative de transfert de technologie. Par souci de commodité, les projets, programmes et initiatives mentionnés dans l'annexe ont été regroupés sous les thèmes suivants :

- économie numérique, technologie de l'information et des communications (TIC), et entrepreneuriat;
- technologie et innovation dans le secteur agricole;
- technologie et innovation en matière d'environnement et de changements climatiques; et
- technologie et innovation dans le secteur de la santé.

8. Le Canada fournira volontiers sur demande des renseignements supplémentaires sur l'un ou l'autre des exemples mentionnés dans le rapport de cette année. Il serait aussi intéressé à échanger d'autres renseignements avec des PMA Membres, ainsi qu'avec des pays développés Membres, sur les types d'incitations qui sont disponibles pour encourager le transfert de technologie vers les PMA, mais aussi en ce qui concerne les secteurs et technologies qui sont prioritaires pour les PMA.

9. Le Canada participera à la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en tant que membre élu du Bureau du Comité préparatoire pendant toute la période 2020-2022. Le processus préparatoire comportera des négociations en vue d'établir un nouveau programme d'action décennal pour les PMA qui suivra le Programme d'action d'Istanbul pour la décennie 2011-2020. Il est probable que l'on envisage d'inclure le transfert de technologie dans le nouveau programme d'action. Le rôle joué par le Canada au bureau offrira de nouvelles possibilités de dialoguer avec les PMA Membres et de discuter de leurs priorités en matière de développement durable conformément au Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 et aux Objectifs de développement durable.

### 3 AFFAIRES MONDIALES CANADA

10. Affaires mondiales Canada est la principale organisation responsable de l'APD au Canada, laquelle est administrée par les services du Ministère chargés du développement. La liste présentée dans le rapport de cette année détaille une série de projets, programmes et initiatives financés par l'APD canadienne avec le concours d'entreprises du secteur privé et d'institutions. Une liste plus exhaustive des projets soutenus par les services d'Affaires mondiales Canada chargés du développement peut être consultée sur le site de la Banque de projets de développement international d'Affaires mondiales, dans lequel il est possible de faire des recherches.

11. Affaires mondiales Canada travaille avec plusieurs partenaires canadiens et internationaux pour apporter une aide au développement, y compris en appuyant le travail de ces partenaires et parties prenantes essentiels, et elle collabore avec ses partenaires de programmes dans tous les secteurs liés au développement international. Ainsi, Affaires mondiales Canada collabore avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) par l'entremise du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale (FCRSAI), qui vise à relever le défi majeur de la faim dans le monde grâce à la recherche appliquée, en appuyant des partenariats dans les pays en développement et les PMA qui mettent à l'essai et déploient à grande échelle des solutions pratiques afin d'augmenter la production alimentaire, d'accroître le revenu des familles agricoles et d'améliorer la nutrition (voir la section 4 intitulée "Centre de recherches pour le développement international").

### 4 CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CRDI)

12. En tant que société d'État relevant du portefeuille des affaires étrangères et du développement du Canada (Affaires mondiales Canada), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans les connaissances, l'innovation et les solutions en vue d'améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement, dont les PMA. Le CRDI soutient financièrement des chercheurs de pays en développement pour l'exécution de travaux concernant des problèmes cruciaux pour leurs populations; accompagne les chercheurs tout au long de la démarche d'innovation; et facilite l'accès à l'information et aux services, ainsi que les contacts avec les chercheurs, responsables des politiques, et hommes et femmes d'affaires. Le CRDI a vu le jour en vertu d'une loi du Parlement canadien en 1970 pour aider les pays en développement à trouver des solutions aux défis qui se posent à eux.

13. S'agissant du transfert de technologie, le CRDI soutient la recherche dans les PMA afin de promouvoir la croissance et le développement. À cet effet, il recourt à une approche qui combine un soutien financier en vue de créer de nouvelles possibilités de recherche, avec un engagement intellectuel aux côtés des bénéficiaires ainsi que l'encadrement de leur processus de recherche, et un rôle d'intermédiaire qui contribue à traduire les recherches en politiques. Ces activités aident les PMA à mettre au point leurs propres technologies, à adapter à leurs besoins les technologies existantes et à accroître leur savoir-faire en matière de gestion de la recherche.

### 5 CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA (CNRC)

14. Le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI), qui relève du Conseil national de recherches du Canada (CNRC), encourage et aide les petites et moyennes entreprises canadiennes à établir des partenariats internationaux reposant sur la technologie, y compris avec des PMA. En partenariat avec Affaires mondiales Canada, le PARI soutient les missions de groupes qui souhaitent explorer les possibilités de ce type. Le PARI mène également des activités de façon indépendante et avec d'autres partenaires. Outre les missions de groupes, il travaille avec des sociétés ou avec certains secteurs et mène des activités dans le domaine de l'intelligence technique concurrentielle. Les initiatives internationales du PARI visent principalement à fournir un soutien dans un certain nombre de domaines clés, notamment:

- le soutien direct aux petites et moyennes entreprises ayant des intérêts internationaux;
  - l'établissement de partenariats technologiques, incluant des services d'acquisition, de transfert et de jumelage de technologies; et
  - les projets conjoints de recherche-développement et d'autres projets liés aux technologies.
-

## ANNEXE<sup>1</sup>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Autonomisation des jeunes femmes de Ouagadougou et de Guédiawaye</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le projet vise l'accroissement de l'autonomisation sociale et économique des jeunes femmes de Ouagadougou au Burkina Faso et de Guédiawaye au Sénégal. Ceci est fait par l'accroissement de leur potentiel d'entrepreneuriat et de l'engagement de leur communauté envers l'entrepreneuriat féminin et le travail décent des jeunes femmes. Le projet travaille à renforcer les capacités des jeunes femmes en entrepreneuriat et à réduire les freins socioculturels à leur participation à la vie active. Les activités du projet comprennent: 1) développer et déployer un programme de formation d'éveil à l'entrepreneuriat en milieux scolaire et communautaire; 2) réaliser des formations et des ateliers de renforcement pour les intervenants et les intervenantes; 3) mettre en œuvre un programme de sensibilisation sur les droits à la santé sexuelle et reproductive et à l'éducation (égalité de genre) pour les jeunes femmes; 4) mettre en œuvre un programme de soutien et d'accompagnement psychosocial pour les jeunes femmes vulnérables; 5) fournir du soutien technique et financier au démarrage et au développement de projets et/ou d'entreprises d'économie sociale individuelles et collectives; 6) mettre en œuvre un programme de sensibilisation auprès des hommes et des femmes; et 7) créer un processus de concertation communautaire. On s'attend à ce que le projet bénéficie directement à 510 jeunes femmes et 35 jeunes hommes ainsi qu'à 8 928 bénéficiaires indirects.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	AMC – KFM Partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Burkina Faso; Sénégal
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature de l'incitation</b>	Dons hors réorganisation de la dette
<b>Incidences financières</b>	Budget 1 006 865 CAD
<b>Domaine de technologie</b>	Entrepreneuriat
<b>Catégorie de technologie</b>	Autre
<b>Résultat ou incidences</b>	Les résultats escomptés de ce projet comprennent: 1) confiance accrue des jeunes femmes de Ouagadougou et de Guédiawaye en leur potentiel entrepreneurial; et 2) engagement (attitude favorable) accru des acteurs communautaires pour l'entrepreneuriat féminin et le travail décent des jeunes femmes de Ouagadougou et de Guédiawaye.
<b>État d'avancement du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	2020-2023
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/P005845001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/P005845001</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements complémentaires</b>	<a href="mailto:dean.foster@international.gc.ca">dean.foster@international.gc.ca</a>

<sup>1</sup> En anglais et en français seulement.

Intitulé du projet/programme	Technologies pour le secteur de l'artisanat au Mali
<b>Objectif ou objet</b>	<p>L'initiative vise l'augmentation de la participation des femmes à la Fédération nationale des artisans du Mali (FNAM), une organisation socioprofessionnelle à caractère syndical, qui défend les droits des artisans auprès des pouvoirs publics et qui aide les artisans à développer leurs entreprises. Par l'intermédiaire d'un portail électronique et téléphonie mobile, l'initiative met l'accent sur les 3 aspects suivants: 1) amélioration de la fluidité des collectes de données et des processus de consultation/concertation aux niveaux local, régional et central; 2) développement d'une culture du réseautage, de l'information et de la communication; 3) amélioration de la production des informations/recommandations, du suivi-évaluation et de la stratégie de promotion auprès des institutions publiques et des parties prenantes, dans le secteur de l'artisanat.</p> <p>Parmi les activités du projet: 1) mettre en place un mécanisme de consultation auprès des artisans membres de la FNAM, surtout les femmes et groupes marginalisés; 2) développer un modèle de gouvernance au sein de la FNAM et ses démembrements régionaux et locaux; 3) élaborer un programme d'habilitation des membres et partenaires d'un portail et services de téléphonie mobile des membres et partenaires de la FNAM; 4) mettre en place des méthodes de communication, incluant un portail et les services de téléphonie mobile afin de favoriser le réseautage et partage d'information parmi le secteur artisanal malien; 5) adapter une plate-forme technologique de suivi et d'évaluation; 6) élaborer une cellule de plaidoyer en vue d'une amélioration des services public pour les travailleurs du secteur artisanal.</p>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	C2D Services Inc.
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Mali
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature de l'incitation</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; interventions de type projet)
<b>Incidences financières</b>	Budget de 3,3 millions de CAD
<b>Domaine de technologie</b>	Technologie de l'information et des communications (TIC)
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologie de l'information et des communications (TIC)
<b>Résultat ou incidences</b>	Les résultats intermédiaires escomptés de ce projet comprennent: 1) une amélioration de la participation équitable et inclusive aux processus démocratiques de prise de décisions, surtout de la part des femmes et des groupes marginalisés, à l'aide de la technologie; 2) une utilisation accrue de la technologie par les gens, surtout les femmes et les groupes marginalisés, afin de tenir leurs gouvernements responsables de leurs engagements; et 3) une sensibilité accrue des institutions publiques aux différents besoins et droits des citoyens, surtout les femmes et les groupes marginalisés, grâce à l'utilisation de la technologie.
<b>État d'avancement du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	2017-2020
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D003003001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D003003001</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements complémentaires</b>	<a href="mailto:dean.foster@international.gc.ca">dean.foster@international.gc.ca</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Innovation et mobilisation pour la sécurité alimentaire</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Augmenter la sécurité alimentaire des femmes, des hommes et des jeunes des régions rurales arides et semi-arides de divers pays, dont le Burkina Faso. L'objectif principal du projet est de renforcer la chaîne de valeur en agriculture depuis la production agricole jusqu'à la commercialisation, en prenant en compte les besoins des groupes visés.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	L'Œuvre Léger (Jules and Paul-Émile Léger Foundation)
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Burkina Faso
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature de l'incitation</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; interventions de type projet)
<b>Incidences financières</b>	Budget de 17 millions de CAD (dont environ 7,9 millions ou 47% du montant total ont été alloués au Burkina Faso)
<b>Domaine de technologie</b>	Transfert de technologies productives (à savoir, distribution de matériel génétique pour insémination artificielle; missions d'assistance technique menées par des experts agricoles canadiens; installation de modules de production hydroponique et de biodigesteurs, etc.)
<b>Catégorie de technologie</b>	Alimentation and agriculture
<b>Résultat ou incidences</b>	Parmi les résultats obtenus jusqu'en mars 2017: dans les pays visés (dont le Burkina Faso), le projet a rejoint 6 097 producteurs (87,1% des 7 000 producteurs ciblés sur 5 ans), dont 60,2% sont des femmes. Parmi les producteurs ciblés, environ les deux tiers (dont plus de 50% sont des femmes) utilisent des technologies agroenvironnementales adaptées aux changements climatiques et/ou des intrants (semences de doliques, de sorgho, engrais, etc.) et des équipements de production agricole de qualité et/ou des nouvelles techniques de collecte et de conservation des produits agricoles et des produits laitiers. Au Burkina Faso, 1 309 producteurs sur 3 000 membres des 3 organisations participantes dans la région du Nord, la région de la Boucle du Mouhoun et les régions Centre Nord et Plateau Central ont augmenté leur production moyenne de 61%. Ces résultats contribuent à augmenter le rendement et la durabilité des productions agricoles et laitières dans les collectivités ciblées, particulièrement des femmes productrices.
<b>État d'avancement du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	2015-2020
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001691001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001691001</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements complémentaires</b>	<a href="mailto:dean.foster@international.gc.ca">dean.foster@international.gc.ca</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Appui à l'entrepreneuriat féminin au sein de la filière riz</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Ce projet vise à améliorer les conditions de vie des femmes étuveuses dans le Département des Collines au sud du Bénin en venant en aide aux organisations professionnelles d'étuvage de riz. L'étuvage du riz est une méthode de décorticage du riz permettant de conserver 80% de sa valeur nutritionnelle, d'augmenter sa résistance aux brisures et de faciliter son entreposage. Le projet bénéficie directement à plus de 1 500 femmes étuveuses et indirectement au bien-être économique de plus de 21 000 personnes de leurs communautés locales. Les activités du projet comprennent: 1) la mise en place de financements adaptés et accessibles pour les femmes étuveuses; 2) la facilitation de l'accès aux marchés, notamment par le développement d'infrastructures adéquates (par exemple centres d'étuvage et de traitement du riz); 3) le renforcement des capacités des unions d'étuveuses en bonne gouvernance et gestion administrative et financière; 4) l'amélioration de l'accès des femmes étuveuses aux connaissances professionnelles et aux innovations technologiques dans la filière riz; et 5) un appui à la professionnalisation des exploitations agricoles et la promotion de l'entrepreneuriat agricole par les organisations professionnelles locales.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	GAC - WGM Afrique
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	CECI - Centre d'étude et de coopération internationale
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Bénin
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature de l'incitation</b>	Dons hors réorganisation de la dette
<b>Incidences financières</b>	Budget de 9 248 143 CAD
<b>Domaine de technologie</b>	Agriculture, industrie (PME)
<b>Catégorie de technologie</b>	Alimentation et agriculture; autres (industrie (PME))
<b>Résultat ou incidences</b>	Les résultats intermédiaires escomptés de ce projet sont les suivants: 1) l'amélioration du positionnement stratégique de l'Union Régionale des Femmes Étuveuses de Riz située à Glazoué (étuveuses et groupements), de l'Union Nationale des Producteurs de Riz et du Conseil de Concertation des Riziculteurs du Bénin dans la filière riz en tenant compte des enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes, de gouvernance et de gestion durable de l'environnement; et 2) l'amélioration continue de la rentabilité et de la compétitivité des entreprises (1 500) des étuveuses, à travers les 6 centres d'étuvage des groupements (30) et du centre de conditionnement central.
<b>État d'avancement du programme ou du projet</b>	
<b>Durée et calendrier</b>	2017-2022
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D002441001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D002441001</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements complémentaires</b>	<a href="mailto:dean.foster@international.gc.ca">dean.foster@international.gc.ca</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds pour les technologies propres</b>
<b>Objectif ou objet</b>	<p>Le Canada a accordé un financement de 200 millions de CAD au Fonds pour les technologies propres (FTP) afin de soutenir le recours à des technologies propres et à faibles émissions de CO<sub>2</sub>, et d'appuyer les investissements dans l'efficacité énergétique et les secteurs de l'électricité et des transports. Le FTP offre des ressources financières considérables pour la réalisation de projets d'énergie propre qui aident à faire la démonstration de technologies à faibles émissions de CO<sub>2</sub>, à les mettre en place et à les transférer; ces technologies sont fortement susceptibles de réduire les émissions de GES à long terme.</p> <p>Le FTP finance des plans d'investissement nationaux ou régionaux qui font état de réductions considérables des émissions de GES, qui sont susceptibles d'être reproduits ailleurs, qui sont prêts à être mis en œuvre et qui font ressortir les avantages, sur les plans de l'environnement et du développement, des technologies à faibles émissions de CO<sub>2</sub> et leur façon de contribuer à la réalisation des stratégies et des objectifs nationaux en matière de développement.</p>
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des enjeux mondiaux et du développement
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Banque mondiale
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature de l'incitation</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; fonds destinés à stimuler l'investissement dans des technologies à faibles émissions de CO <sub>2</sub> et à contribuer à la réalisation des objectifs et stratégies de développement national)
<b>Incidences financières</b>	Budget de 200 millions de CAD
<b>Domaine de technologie</b>	Changement climatique
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
<b>Résultat ou incidences</b>	<p>Les résultats intermédiaires escomptés de ce projet comprennent: Offre et demande en énergie modifiées grâce à des avenues de développement à faibles émissions de CO<sub>2</sub>.</p> <p>Parmi les résultats obtenus jusqu'au 31 mars 2017, le FTP a approuvé 102 projets totalisant 4,9 milliards d'USD. Sur cette somme, 1,9 milliard d'USD (39%) a été versé à des projets. À la suite des projets en activité du FTP, les émissions de gaz à effet de serre ont été réduites de 8 mégatonnes d'équivalent-CO<sub>2</sub> par année; 1 172 mégawatts de capacité renouvelable a été installée; et 3 591 gigawattheures d'énergie sont économisés annuellement. En plus d'apporter des avantages pour l'environnement, les projets financés par le FTP ont mobilisé 4 milliards d'USD en cofinancement du secteur privé pour l'énergie renouvelable et ont contribué à créer 9 244 emplois.</p>
<b>État d'avancement du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	2012-2032
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/M013704001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/M013704001</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements complémentaires</b>	<a href="mailto:dean.foster@international.gc.ca">dean.foster@international.gc.ca</a>



<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Fonds de partenariat pour le carbone forestier – Fonds de carbone</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) est un partenariat mondial géré par la Banque mondiale qui a pour but de soutenir les efforts déployés par les pays en développement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre découlant de la déforestation et de la dégradation des forêts. Il appuie également la conservation et la gestion durable des forêts ainsi que le renforcement de stocks de carbone forestier (quantité de carbone stocké dans les écosystèmes forestiers). Le Fonds de carbone offre des incitatifs financiers aux pays en développement qui mettent en œuvre des programmes de réduction des émissions pour réduire le rythme de la déforestation et de la dégradation des forêts dans leur pays..
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Affaires mondiales Canada, secteur des enjeux mondiaux et du développement
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Banque mondiale
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Madagascar, le Mozambique, le Népal, la République démocratique du Congo et la République démocratique populaire lao
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature de l'incitation</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons)
<b>Incidences financières</b>	Budget de 5 millions de CAD (en 2019)
<b>Domaine de technologie</b>	Changements climatiques, déforestation, dégradation des forêts
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies d'atténuation des effets du changement climatique
<b>Résultat ou incidences</b>	<p>Les résultats intermédiaires escomptés de ce projet comprennent: l'amélioration des pratiques de conservation des forêts à travers le partage des avantages et des mécanismes d'incitation et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>Les résultats obtenus en juin 2019 comprennent: 1) la signature de 3 accords de paiement de réductions d'émissions (y compris avec la République démocratique du Congo et le Mozambique), le déblocage d'un maximum de 155 millions de CAD en paiements fondés sur le rendement découlant de réductions vérifiées des émissions dans le cadre de programmes juridictionnels à grande échelle; 2) 13 programmes de réduction des émissions (visant notamment des PMA comme la République démocratique populaire lao, Madagascar et le Népal), s'appliquant à une gamme d'activités en vue de faire un usage des terres qui soit adapté aux changements climatiques, de protéger les forêts, de remettre en état les terres épuisées et d'améliorer les moyens de subsistance des populations locales, ont été acceptés dans le portefeuille; et 3) d'importants outils de pointe pour les programmes juridictionnels, tels que les registres des transactions liées au carbone, les plans de financement et les lignes directrices sur les arrangements en matière de partage des avantages. Ces faits nouveaux ont permis au Fonds de carbone de commencer à financer et à piloter de nouvelles façons de gérer durablement les forêts dans les pays en développement et les PMA.</p>
<b>État d'avancement du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	2012-2025
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/M013696001">http://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/M013696001</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements complémentaires</b>	<a href="mailto:dean.foster@international.gc.ca">dean.foster@international.gc.ca</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Initiative Innovation pour la santé des mères et des enfants d'Afrique</b>
<b>Objectif ou objet</b>	L'Initiative Innovation pour la santé des mères et des enfants d'Afrique (ISMEA) cherche à améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants en Afrique subsaharienne en renforçant les systèmes de santé, avec comme point d'insertion les soins de santé primaires. Deux composantes interreliées de l'Initiative ont été mises sur pied pour réaliser les objectifs de l'Initiative: les équipes africaines-canadiennes de recherche de recherche sur la mise en œuvre et les organisations africaines du domaine des politiques et de la recherche en matière de santé.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Affaires mondiales Canada (AMC) et Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC)
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Université d'Ottawa (Canada); Jimma University (Éthiopie); University of British Columbia (Canada); University of Malawi (Malawi); Université de Montréal (Canada); Université Laval (Canada); Société d'études et de recherche en santé publique (SERSAP) (Burkina Faso); University of Saskatchewan (Canada); Universidade Lurio (Mozambique); Université d'Ottawa(Canada); Women's Health and Action Research Centre (WHARC) (Nigéria); Université du Cap-Breton (Canada); Fondation Teasdale-Corti (Canada); Saint Mary's Hospital Lacor (Ouganda); Institut de recherche Bruyère (Canada); Shirati KMT Hospital (Tanzanie); Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (Canada); Action et développement (Sénégal); Université McGill (Canada); Université d'Ibadan (Nigéria); Fondation HealthBridge du Canada; University of Dar es-Salaam (Tanzanie); Hospital for Sick Children Toronto (Canada); Ifakara Health Institute (Tanzanie); Université Queen's (Canada); Université Dalhousie (Canada); Tanzanian Training Centre for International Health (TTCIH) (Tanzanie); hôpital St. Michael's -Toronto (Canada); Addis Ababa University (Éthiopie); Université de Calgary (Canada); Catholic University of Health and Allied Sciences (Tanzanie); Université de l'Alberta (Canada); Amref Health Africa (Malawi); Association de recherche et de formation en anthropologie des dynamiques locales (Mali); Federation of Muslim Women Associations of Nigeria (Nigéria). Burkina Faso; Kenya; Malawi; Mali; Mozambique; Nigéria; Ouganda; Sénégal; Tanzanie
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature de l'incitation</b>	Financement public de la recherche
<b>Incidences financières</b>	Budget de 36 millions de CAD
<b>Domaine de technologie</b>	Systèmes de santé
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé
<b>Résultat ou incidences</b>	L'Initiative Innovation pour la santé des mères et des enfants d'Afrique reflète les grandes priorités du Canada en matière de développement international et son engagement continu à soutenir des solutions adaptées localement et susceptibles d'être portées à grande échelle visant l'amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants et la réduction de la morbidité évitable et du nombre de décès partout dans le monde. L'Initiative contribue à: - combler des lacunes critiques au chapitre des connaissances et sensibiliser davantage les responsables des politiques aux interventions abordables, réalisables et susceptibles d'être portées à grande échelle en matière de soins de santé primaires, pour améliorer la santé des mères et des enfants et les soins qui leur sont prodigués; - renforcer les capacités individuelles et institutionnelles des systèmes de santé soucieux de l'égalité des sexes et la recherche axée sur les solutions et améliorer l'adoption de recherches pertinentes et en temps utile qui éclairent les politiques et la pratique; - resserrer la collaboration entre les chercheurs canadiens et africains qui, de concert avec des décideurs africains, s'emploieront à la mise en œuvre et au passage à grande échelle d'interventions efficaces et de grande qualité qui améliorent la santé des mères et des enfants, qu'elles aient trait à des médicaments, à des services ou à des technologies
<b>État d'avancement du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	2014-2021
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://www.idrc.ca/en/initiative/innovating-maternal-and-child-health-africa">https://www.idrc.ca/en/initiative/innovating-maternal-and-child-health-africa</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements complémentaires</b>	<a href="mailto:dean.foster@international.gc.ca">dean.foster@international.gc.ca</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescentes au Sénégal</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Ce projet vise à engager les jeunes leaders et parties prenantes sénégalais dans la recherche et le dialogue politique afin de contribuer à améliorer l'accès des adolescentes à des services de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR) adaptés aux jeunes. Le projet vise à examiner le lien entre la violence basée sur le genre (VBG) et les inégalités de genre en général, et à remédier aux lacunes des politiques relatives à la santé et aux droits des adolescentes. Les activités du projet comprennent: 1) la recherche des liens entre la SDSR et la vulnérabilité des adolescentes aux VBG; 2) la traduction des résultats en produits et outils, et l'application de ces résultats pour lutter contre les normes et pratiques néfastes liées au genre; 3) la sensibilisation et l'engagement des organisations communautaires qui travaillent contre les causes profondes des VBG; et 4) le soutien au développement de compétences de leadership collaboratif et transformateur pour les adolescentes afin de surmonter les barrières sociales.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Centre de recherches pour le développement international
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	WGM Afrique
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Sénégal
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature de l'incitation</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; interventions de type projet)
<b>Incidences financières</b>	Budget de 4,9 millions de CAD
<b>Domaine de technologie</b>	Santé reproductive
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé
<b>Résultat ou incidences</b>	Le projet vise à impliquer jusqu'à 400 000 adolescentes et 100 000 adolescents âgés de 10 à 16 ans dans ses recherches, la diffusion des résultats et les activités d'engagement. Le projet vise également à former plus de 100 jeunes leaders communautaires pour encadrer 2 000 adolescentes afin qu'elles puissent exercer efficacement leurs droits en matière de sexualité et de reproduction et de santé. Le projet vise à établir des partenariats stratégiques avec 40 décideurs politiques au niveau local et 10 décideurs politiques au niveau national, en plus d'au moins 200 praticiens/prestataires de services et 15 organisations de la société civile.  Les résultats escomptés de ce projet comprennent: 1) un meilleur accès des adolescentes à des services intégrés, fondés sur des données probantes et adaptés à leurs besoins en matière de SDSR; et 2) le renforcement de leurs compétences en leadership pour qu'elles puissent exercer efficacement leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive.
<b>État d'avancement du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	2020-2026
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/P007476001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/P007476001</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements complémentaires</b>	<a href="mailto:dean.foster@international.gc.ca">dean.foster@international.gc.ca</a>

<b>Intitulé du projet/programme</b>	<b>Élargir l'accès à des soins de qualité en renforçant les systèmes de santé</b>
<b>Objectif ou objet</b>	Le projet, intitulé "Élargir l'accès à des soins de qualité en renforçant les systèmes de santé", vise l'amélioration de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE) dans des communautés et des populations de plusieurs pays, y compris au Mozambique et au Mali. Dans ces régions, certains indicateurs relatifs à cette population, comme la mortalité maternelle, l'accouchement assisté, la prévalence du retard de croissance et la mortalité des enfants de moins de 5 ans sont particulièrement mauvais, étant donné que les femmes et les enfants n'ont toujours pas accès aux services de santé essentiels. Parmi les activités du projet: 1) approvisionnement et rénovation des établissements de santé pour rendre plus sûrs les accouchements et les soins aux nouveau-nés, traiter les infections et la malnutrition, faciliter l'utilisation des applications e-health et améliorer l'élimination sécuritaire des déchets biomédicaux; 2) formation des travailleurs et des gestionnaires des établissements de santé; et 3) formation des travailleurs de la santé et des communautés sur la collecte, l'analyse et l'utilisation des données administratives sur la santé et la production de rapports grâce aux systèmes d'information gouvernementaux.
<b>Organisme offrant les incitations</b>	Affaires mondiales Canada – Partenariats pour l'innovation dans le développement
<b>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</b>	Fondation Aga Khan Canada
<b>Membre(s) bénéficiaire(s)</b>	Mali; Mozambique
<b>Observateur(s) bénéficiaire(s)</b>	
<b>Entreprises ou institutions bénéficiaires</b>	
<b>Nature de l'incitation</b>	Financement public dans le cadre d'un programme de l'aide publique au développement (dons; interventions de type projet)
<b>Incidences financières</b>	Budget de 24 969 928 CAD
<b>Domaine de technologie</b>	Formation, savoir-faire, technologies sanitaires (équipement et modernisation des établissements de santé)
<b>Catégorie de technologie</b>	Technologies liées à la santé
<b>Résultat ou incidences</b>	<p>Les résultats escomptés du projet comprennent: 1) meilleure prestation de services de santé essentiels aux mères, aux femmes enceintes, aux nouveau-nés et aux enfants de moins de 5 ans; 2) meilleure utilisation des services de santé essentiels par les mères, les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants de moins de 5 ans; 3) meilleures diffusion et utilisation des faits et des données sur la SMNE par les décideurs dans les régions ciblées; et 4) sensibilisation accrue à la SMNE chez les Canadiens.</p> <p>Parmi les résultats obtenus jusqu'en juin 2017: 1) plus de 4 700 séances d'information ont été consacrées à l'égalité des sexes, plus de 1 000 activités de sensibilisation ont été menées; 2) 746 agents de santé communautaires ont été formés; 3) plus de 5 000 séances de nutrition ont été organisées; et 4) 71% des Canadiens ciblés ont déclaré avoir acquis de nouvelles connaissances concernant les questions principales de santé maternelle, néonatale et des enfants (SMNE), y compris l'égalité des sexes, à la suite de leur participation à une activité d'engagement public.</p>
<b>État d'avancement du programme ou du projet</b>	En cours
<b>Durée et calendrier</b>	2016-2020
<b>Site Web pour plus d'informations</b>	<a href="https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001983001">https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001983001</a>
<b>Point de contact chargé de communiquer des renseignements complémentaires</b>	<a href="mailto:dean.foster@international.gc.ca">dean.foster@international.gc.ca</a>